

## HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

## Le mouvement radicalisé à partir du 13 avril

**De quelle forme de radicalisation parlent encore les deux syndicats des hospitalo-universitaires ? Ils ne le diront pas de sitôt, mais réservent la réponse pour ce 13 avril, date de la prochaine assemblée générale et qui interviendra au troisième jour du prochain débrayage. Une chose est sûre, les hospitalo-universitaires ne déco-lèrent pas.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Ainsi, l'assemblée générale d'hier était le signe prémonitoire d'un mouvement de protestation sans précédent dans la corporation des professeurs, docents et maîtres-assistants.

Depuis janvier 2008, les hospitalo-universitaires se sont inscrits dans une démarche protestataire, que les pouvoirs publics refusent, à ce jour, de prendre en charge sérieusement, espérant que la tempête sera passagère. Ce qui ne l'est pas réellement sur le terrain, lorsqu'on constate la détermination d'une partie de ce corps médical à passer à une étape supérieure de la protestation.

## BOUIRA Deux gendarmes blessés à Ahnif

Dimanche, aux environs de 20 heures, une patrouille de la gendarmerie, qui escortait les travailleurs chinois qui réalisent le tronçon d'autoroute El-Adjiba — limites frontalières avec Bordj-Bou-Arréridj — a été la cible d'un groupe terroriste au niveau du CW 11 reliant la RN5 au village Tamellhath, dans la commune d'Ahnif, à 40 km à l'est de Bouira.

En effet, au moment où les travailleurs chinois regagnaient leur base de vie, située dans la commune de M'chedallah, le convoi, qui était escorté par des gendarmes, fut surpris par des explosions de bombes tirées par des terroristes à partir des collines qui surplombent la route.

Ces obus artisanaux, appelés hebhabs, tirés d'une manière aléatoire, n'ont heureusement pas touché le convoi. Cependant, l'une des explosions a touché un véhicule de la gendarmerie, blessant légèrement deux éléments des forces de sécurité. La riposte immédiate des gendarmes, qui ont commencé à tirer des rafales vers l'endroit d'où sont partis les hebhabs, a poussé les terroristes à se replier et à fuir à la faveur de l'obscurité. Quelques minutes après l'arrivée des renforts des éléments de l'ANP, un vaste ratissage des lieux a été entamé.

Hier, pendant toute la journée, les éléments de l'ANP ratissaient les lieux à la recherche des éléments du groupe terroriste auteur de cette attaque.

Rappelons que les deux gendarmes blessés ont été transportés vers l'hôpital de M'chedallah où ils ont été pris en charge. Leurs jours ne sont pas en danger. Hier, les travaux au niveau du tronçon de l'autoroute ont repris normalement.

H. M.

Fidèles et nombreux à venir toutes les semaines à l'assemblée générale, qui se tient chaque lundi au CPMC de Mustapha-Pacha, les membres des bureaux des deux syndicats ont eu du mal à contenir et à convaincre l'assistance de geler la grève la semaine prochaine du 4 au 10 avril,

pour laisser se dérouler l'élection présidentielle dans de bonnes conditions et ne pas pénaliser les citoyens.

«Comme vous le constatez, nous nous sommes difficilement entendus sur le gel de notre mouvement pour la semaine prochaine», a expliqué le P<sup>r</sup> Djedjelli secrétaire général du SNPDSM. «Nous ne pouvons pas faire autrement pour les examens. Nos confrères veulent la paralysie de l'enseignement des sciences médicales», a-t-il ajouté. «La grève des examens sera maintenue et, probablement nous irons

plus loin, à partir du 13, en bloquant même les cours», soutient notre interlocuteur qui ne fait que répercuter la décision entérinée à l'unanimité par l'assemblée générale. Cette radicalisation du mouvement trouve, par ailleurs, sa signification dans les dernières déclarations faites la semaine dernière par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui a pratiquement tourné le dos aux promesses faites et a renvoyé la balle à son collègue de la santé.

M. Harraoubia a, effectivement, joué un rôle important au

début, dans le dénouement de la situation au niveau des hospitalo-universitaires, notamment par l'octroi d'une rétribution spéciale pour cette catégorie de médecins.

La situation aujourd'hui a pris une nouvelle tournure, dès lors que le dossier finalisé a été transmis au Premier ministre pour validation et mise en œuvre. Ni Harraoubia ni Barkat, ministre de la Santé, ne veulent admettre directement et publiquement le blocage de ce dossier par le Premier ministre.

R. M.

## ARCELOR MITTAL ANNABA

## Révélations du secrétaire général du syndicat

**Des soupçons, rumeurs et confirmations se précisent chaque jour, un peu plus, autour du dossier de la «Grande Smithy World» (GSW), actuellement en cours d'instruction au tribunal d'El-Hadjar (Annaba). Il s'agit d'une société indienne de statut algérien de récupération des déchets ferreux avec siège dans l'enceinte du complexe sidérurgique d'El-Hadjar, Arcelor Mittal Annaba, tout aussi indien à 70% du capital.**

Dans ce dossier, sont impliqués le directeur général de la GSW ainsi qu'un de ses proches collaborateurs. Tous deux, de nationalité indienne, sont poursuivis par la justice algérienne. Soupçonnés de délits divers, dont celui d'atteinte à l'économie nationale, ils ont été placés sous mandat de dépôt. Ces derniers jours, le dossier a pris une autre dimension. Il écorche au passage la direction générale d'Arcelor Mittal, pour non-respect des clauses du contrat de partenariat signé entre le gouvernement algérien et le leader mondial de l'acier en 2001.

Il met également en relief la légèreté dont ont fait preuve les rédacteurs de contrats de partenariat, intervenus dans notre pays dans le cadre de la privatisation des EPE.

Ce que confirment, du reste, les préjudices financiers importants dont est victime la partie algérienne dans l'affaire GSW. Ils ont été révélés lors des opérations de vérification des comptes lors de ces dernières années à Arcelor Mittal Annaba. C'est, en tous les cas, ce qu'explique Aïssa Menadi, secrétaire général en titre du syndicat.

Bien que légèrement en retrait de cette activité, de par sa fonction de député à l'Assemblée populaire nationale, il a tenu à préciser : «Les bénéfices issus des produits importés par le partenaire indien et commercialisés sur le marché national, via la direction commerciale, n'apparaissent pas sur ces comptes. Les investissements à charge de la partie indienne, conformément aux clauses du contrat de cession, n'ont pas été entièrement réalisés.

Les pénalités de retard, pour non-respect de la clause portant taux de production de 1,3 million de tonnes/an, avec accompagnement d'investissement, n'ont jamais été appliquées. Il y a également cette tendance du même partenaire indien à acquérir des

pièces de rechange, souvent de mauvaise qualité auprès de fournisseurs majoritairement indiens.»

Il a, par ailleurs, tenu à signaler que le secrétaire général du syndicat de Fersid, filiale du groupe Sider, et un agent de sécurité mériteraient d'être cités à l'honneur.

«Ils sont les seuls, personne d'autre, à avoir dénoncé des actes portant atteinte à notre économie. Ils impliquent directement le P-dg indien de la GSW. Ce dernier leur a proposé des cadeaux de valeur de longs séjours à l'étranger et, au secrétaire général du syndicat Fersid, 3 millions de dinars en contrepartie de leur silence. Ils ont non seulement refusé la proposition, mais, preuves matérielles à l'appui, ils les ont dénoncés au service de sécurité», a ajouté Menadi.

Cette affaire GSW-Arcelor Mittal se complique davantage, avec la décision portant mutation à Alger d'un cadre algérien de haute compétence et maîtrisant parfaitement le process de production sidérurgique.

Ce que les syndicalistes ont qualifié «d'éloignement d'un gèneur» est dû au fait que ce cadre s'était opposé aux pratiques douteuses du P-dg de la GSW et à l'acquisition d'équipements de production de mauvaise qualité. Ce qu'explique notre interlocuteur, lorsqu'il affirme que des équipements de production acquis récemment pour la transformation de la coulée, sont douteux. Maîtrisant apparemment bien ses informations, Aïssa Menadi a cité en exemple plu-

sieurs installations, dont le «CV» du laminoir fil et rond percé, un mois à peine après son acquisition à l'état neuf. Aussi cités comme étant de qualité douteuse les équipements installés sur l'aciérie à oxygène, le laminoir fil et rond ainsi que les pièces de rechange.

De nos investigations sur le terrain, il ressort qu'aucun des partenaires ne s'est interrogé sur la remise à la GSW, à titre gracieux, de deux grues propriété du complexe.

Elles avaient préalablement fait l'objet d'importantes réparations à l'atelier d'entretien et de maintenance. Pas de réaction aussi au prix excessif de cession appliqué à Arcelor Mittal Annaba, de la tonne de déchets ferreux récupérés de son propre crassier. Des opérateurs économiques algériens, spécialisés dans cette activité de récupération, affirment qu'ils avaient proposé un prix deux fois moins cher que celui de la GSW.

«Nous avons exprimé notre étonnement quant à l'absence de tout appel d'offres en ce sens, pour l'exploitation du crassier et la récupération des déchets nécessaires au process de production», a affirmé l'un de ces opérateurs. «J'ai personnellement et plusieurs fois posé les mêmes questions aux directeurs généraux qui s'étaient succédé au complexe, en vain. Tout ce qui m'a été confirmé est que le propriétaire de la GSW est un intouchable, car proche parent du grand patron du groupe Arcelor Mittal», explique le secrétaire général en titre du syndicat Arcelor Mittal.

Tout en précisant que les besoins du marché national en rond à béton, de plus de 3 millions de tonnes/an, dépassent de loin la production annuelle du complexe d'El-Hadjar de l'ordre de 800 000 t/an. «Ce qui implique la nécessité de faire

appel à l'importation pour assurer la joint-venture. Que l'on ne tombe surtout pas dans les travers qui ont marqué les précédentes importations, où le partenaire algérien Sider a été ignoré en matière de bénéfices générés par la commercialisation des produits», a précisé la même source.

Il a souligné que l'été 2009 risque d'être chaud au complexe sidérurgique d'El-Hadjar, avec un retour sur la table des négociations sur des revendications socioprofessionnelles, prévues pour être entamées dès le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

«Ces négociations, qui s'achèveront le 4 juillet, doivent aboutir à la satisfaction des revendications des travailleurs. Et, surtout, que notre partenaire évite l'argument de la crise économique mondiale, qui ne nous concerne pas. Elle ne touche pas le rond à béton, principale production de notre complexe. Quant à ce syndicaliste, qui manipule l'information pour ses propres intérêts, au détriment de ceux des travailleurs, nous allons nous en occuper sérieusement», a expliqué Menadi.

Cette affaire GSW, révélée en février 2009, a énormément perturbé le gouvernement algérien. Elle a eu pour conséquence la décision du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, de réviser la totalité des contrats récemment signés, portant cession des actifs des EPE à des étrangers.

La nouvelle clause limite cette cession à 49%. C'est le cas pour le projet sidérurgique de Bellara, dans la wilaya de Jijel. Le site en question a été cédé à parts égales à Arcelor Mittal et au groupe égyptien El-Iz, spécialisé dans la sidérurgie.

La majorité des actions de ce projet, qui prévoit la création de 2 900 postes de travail, dont 2 000 directs, est détenue par l'Etat algérien.

A. Djabali

## DÉLIVRANCE DE PSYCHOTROPES SANS ORDONNANCE Deux personnes sous mandat de dépôt à Sidi-Bel-Abbès

Un vendeur dans une pharmacie, ayant pignon sur rue dans la localité de Oued Sefioum (Sidi-Bel-Abbès) et un autre individu ont été placés sous mandat de dépôt par le procureur de Sidi-Bel-Abbès. D'après la cellule de communication, une personne répondant aux initiales H. K., âgée de 62 ans, a été arrêtée en possession d'une quantité de

psychotropes au niveau du boulevard Zabana dans le chef-lieu. Interrogée sur la provenance de ces psychotropes, celle-ci a donné le nom du vendeur de la pharmacie en l'occurrence M. H., 41 ans qui les lui a fournis. Tous les deux ont été arrêtés et présentés devant le procureur.

A. M.